

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3.-CB/BMP

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.l.

Absender

Presse und Info

Seite-Nr.

1

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

wochentx

\*\*\*

Informations hebdomadaires rapides no 52/90 du 28.12.1990

- 1) Ajournement de la 45e session de l'Assemblée générale
- 2) Voyage du secrétaire d'Etat Blankart à Bonn et à Paris
- 3) Visite du Chef SEF en Israel

- 1) Ajournement de la 45e session de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale a clos ses travaux le 21 décembre 1990. Ils ont traditionnellement débuté avec le débat général où les Chefs d'Etat et de gouvernement ont concentré leurs tours d'horizon sur la crise du Golfe. Celle-ci a relativisé l'attention donnée traditionnellement aux autres problèmes régionaux, alors que la dette et l'environnement sont appelés à devenir les thèmes majeurs de la discussion onusienne. Aussi les travaux des Commissions se sont-ils déroulés à l'ombre des projecteurs fixés sur la cohésion surprenante du Conseil de sécurité dans la crise du Golfe.

Les travaux de la Commission politique et de la sécurité ont été

Datum: 28.12.1990

Tel. intern 31.66

Visum:



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F. l.

Absender

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

caractérisés par un traitement plus pragmatique, moins polémique des grands thèmes traditionnels du désarmement et de la sécurité internationale, par une volonté plus grande de consensus. L'accent a porté cette année encore sur le désarmement nucléaire et les armes chimiques. Les pays de l'Est (en particulier la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne) ont créé l'événement en épousant plus ou moins systématiquement le point de vue occidental, laissant les neutres "in the middle of nowhere"...

La Commission politique spéciale a subi davantage encore le contrecoup de l'activité du Conseil de sécurité: deux thèmes ont dominé ses travaux, les questions de l'information et les opérations de maintien de la paix. Le financement de ces dernières, toujours problématique, et leurs nouveaux champs d'application ont été au centre d'un débat terne et routinier. L'Assemblée générale a par ailleurs entériné le consensus sur l'information obtenu en mai dernier par le Comité de l'information marquant ainsi la fin de la controverse sur un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication.

Les travaux de la Commission économique et financière se sont déroulés dans une atmosphère très harmonieuse, conséquence d'importantes décisions prises par consensus au cours de l'année (déclaration de l'AG sur la coopération économique internationale, stratégie internationale du développement). C'est ainsi qu'à deux exceptions près, toutes les résolutions ont été

Datum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

adoptées par consensus (pour la première fois en 4 ans, les USA se sont joints au consensus sur l'endettement international). Un autre thème important a été l'environnement (Conférence des NU sur l'environnement et le développement et, plus particulièrement, la protection du climat mondial). Seule ombre à ce tableau, les Etats membres n'ont pu se mettre d'accord sur les activités opérationnelles et en ont renvoyé la discussion à la 46e AG.

Les droits de l'homme ont dominé les débats de la Commission sociale. Désormais Israël et l'Afrique du Sud ne sont plus les seuls à être l'objet principal de la critique internationale. Les Etats membres se sont penchées sur une application plus efficace des divers accords existant dans ce domaine et ont adopté un accord sur les droits des travailleurs migrants. Le Secrétaire général a été prié de proposer des solutions pour remédier aux insuffisances sur le plan personnel et financier du Centre des droits de l'homme à Genève et de réunir dans une seule institution toutes les instances du système des Nations Unies s'occupant du problème des drogues (lesquelles ont dominé la discussion dans le domaine social).

Quoique les Etats-Unis aient commencé à éponger leurs arriérés envers l'Organisation, la crise financière n'en continue pas moins et a constitué un thème important de la Commission administrative et budgétaire. Certains Etats membres craignent qu'elle puisse même avoir des incidences négatives sur les

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja    Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

opérations de maintien de la paix. Les négociations sur les barèmes des quotes-parts ont clairement révélé le fossé divisant Nord et Sud. De leur côté, les pays d'Europe orientale ont adopté une position beaucoup plus pragmatique que par le passé et ont déserté le camp des PED, par ailleurs très divisés entre eux.

La Crise du Golfe s'est aussi répercutée sur les travaux de la Commission juridique. Les violations commises par l'Irak contre les représentations étrangères à Koweït ont fait l'objet de critiques sévères lors de la discussion consacrée à l'amélioration de la protection des représentations et représentants diplomatiques et consulaires. Ce fut également le cas lors de la discussion sur l'état des protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949. La Commission juridique s'est également penchée sur l'élaboration de la prochaine décennie du droit international. Elle a adopté un programme d'action pour 1990 - 1992, notamment sur le respect des principes du droit international, le règlement pacifique des différends ainsi que le développement et la diffusion du droit international présent.

La délégation suisse a participé activement, et dans la mesure de ses moyens, aux travaux de cette 45e session de l'AG. Un rapport circonstancié suivra.

Datum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

F.I.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

--

Seite-Nr.

5

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

2)

Visite del Segretario di Stato Franz Blankart a Bonn (28.11.90) e Parigi (7.12.90)

1. Visita del Segretario di Stato Franz Blankart a Bonn (28.11.90)

Il Segretario di Stato Franz Blankart (blf) ha effettuato il 28.11.1990 una visita di lavoro a Bonn dove si è in particolare intrattenuto con il Segretario di Stato agli affari economici Otto Schlecht (S). Blf ha colto l'occasione per rinnovare a questo amico di vecchia data della Confederazione, che alle soglie del pensionamento rimane l'eminenza grigia e l'uomo chiave dell'amministrazione tedesca, l'invito ad effettuare una visita di congedo a Berna.

Le opinioni di S possono essere così brevemente riassunte.

S constata innanzitutto che la situazione generale è notevolmente mutata dall'inizio dei negoziati relativi allo Spazio Economico Europea (SEE). I rapidi sviluppi che hanno recentemente contraddistinto il dibattito sull'integrazione nei paesi scandinavi hanno indebolito l'Associazione Europea di Libero Scambio (AELS). Quest'ultima è ora divisa in due fazioni: da un lato quei paesi che considerano lo SEE come una soluzione transitoria, dall'altro quelli che lo concepiscono come una soluzione definitiva.

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

6

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

La Germania non ha tuttavia perso il suo interesse ad una soddisfacente conclusione dei negoziati. L'offerta d'apertura condizionale (conditional opening bid) presentata dall'AELS è salutata a Bonn come un contributo maggiore allo sblocco dei negoziati. Ma, come fa notare S, la Commissione non si muoverà nel campo istituzionale fintanto che Spagna, Francia, Irlanda e Grecia continueranno a mostrarsi intransigenti. Per sbloccare la situazione, S suggerisce ai paesi dell'AELS di lanciare un segnale politico che indichi chiaramente la loro disponibilità ad un contributo in favore della coesione del futuro SEE. Bonn non pensa tanto a delle concessioni agricole quanto a un fondo per i paesi meno favoriti della CEE. S non crede che queste richieste siano state avanzate per "sovraccaricare la barca allo scopo di affondarla".

Per quanto riguarda l'elaborazione e la presa di decisione in seno al futuro SEE, la Germania eserciterà la sua influenza affinché i paesi dell'AELS non siano posti di fronte al fatto compiuto. La scheda no 5 è del resto già fortemente marcata dalle concessioni tedesche. In linea di principio S non è ostile a delle riunioni a 19 nella fase di "decision shaping", ne a soluzioni ispirate all'art. 39.6 dell'accordo assicurazioni. Egli fa tuttavia osservare che la necessità di complicate costruzioni di diritto internazionale è stata fortemente relativizzata dalle recenti prese di posizione svedesi e norvegesi riguardo all'adesione.

Datum: _____	Visum:
Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja      Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

F.I.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

--

Seite-Nr.

7

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Per ciò che attiene alla comitologia, la partecipazione di rappresentanti dell'AELS ai comitati consultativi non pone alcun problema. Negli altri tipi di comitati invece l'AELS potrebbe esercitare una sorta di diritto di veto mediante il quale la decisione definitiva sarebbe presa solo ulteriormente a livello di Consiglio CEE.

L'"opting out" individuale equivale ad un'eccezione permanente. Se si vuole evitare un di crivellare lo SEE bisognerà pertanto limitare l'applicazione a casi eccezionali.

L'applicazione di clausole di salvaguardia deve ispirarsi ai trattati di adesione. Se la Germania potrà o meno ammettere clausole di salvaguardia non limitate nel tempo è una questione che si vuole lasciare per il momento aperta.

## 2. Visita del Segretario di Stato Franz Blankart a Parigi (7.12.90)

Blf si è intrattenuto il 7 dicembre scorso a Parigi con Elisabeth Gigou (G), Ministro delegato agli affari europei.

Se da un lato G ha voluto rassicurare l'AELS riconfermando la volontà della Francia di condurre a buon porto in negoziati SEE, le sue dichiarazioni riflettono l'intransigenza francese.

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

8

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

G riconosce che in materia di deroghe alla legislazione comunitaria pertinente (acquis communautaire pertinent) vi è stato un certo riavvicinamento delle rispettive posizioni. Nel campo istituzionale le opinioni continuano invece a divergere. La Francia rifletterà ancora alle possibili modalità di associare i paesi dell'AELS all'elaborazione ed alla presa di decisione senza che quest'ultima interferisca negli affari interni della CEE. Un meccanismo che complichino il processo decisionale della CEE o metta in forse l'efficienza delle sue istituzioni non è comunque accettabile. La Francia è pertanto ostile sia a la proposta britannica, sia a delle riunioni a 19.

Per quanto riguarda le richieste supplementari avanzate da alcuni paesi comunitari nel settore della coesione (concessioni agricole, Fondo in favore dei paesi del sud della CEE), G afferma che non sarà la Francia a mettere sul tavolo tali rivendicazioni. E tuttavia compito dei negoziatori valutare se e quando il vascello SEE è sovraccarico e rischia di colare a picco.

In merito alla preparazione della riunione ministeriale CEE-AELS prevista a Bruxelles il 19.12.90, G ammette che un calendario meno serrato sarebbe stato preferibile. La Francia si è tuttavia fissata come obiettivo la conclusione del negoziato nel '91. Non vale quindi la pena forzare la decisione. Se un accordo si rivela possibile il 19.12. sarà tanto di guadagnato. G prende inoltre nota del desiderio dell'AELS di veder inserito nel comunicato del Consiglio europeo di Roma un riferimento allo SEE.

Datum: _____	Visum:
Tel. intern _____	



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash

Absender

--

Seite-Nr.

9

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

### 3) Visite du chef SEF en Israel

Profitant d'une conférence donnée devant l'institut israélien de management, Lautenberg a eu une série d'entretiens, à l'invitation de son homologue israélien, au MAE, ministère des finances et à la banque d'Israel.

Les autorités de Jérusalem sont particulièrement satisfaites par récente décision de la ministérielle AELE d'engager des contacts techniques en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange AELE-Israel, dans laquelle la Suisse a joué un rôle important.

La présente gestion économique demeure fortement grevée par déséquilibres intérieur et extérieur et par ce phénoménal défi que consitute l'intégration de l'importante vague d'immigration des juifs soviétiques.

Il existe la ferme volonté de procéder à une ultérieure diversification des relations économiques en renforçant rôle AELE, Europe centrale et URSS, ainsi que Japon. Sur le plan monétaire, la politique reste fortement axée sur les Etats-Unis. Le rôle prépondérant du dollar dans corbeille de référence profite à Israel dans cette période d'affaiblissement rapide de la monnaie américaine et permet, pour l'heure, d'éviter une nouvelle dévaluation.

Datum: _____	Visum: _____
Tel. intern. _____	

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja    Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

F.I.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

--

Seite-Nr.

10

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

'Informations hebdomadaires normales' (Zustellung per Kurier)  
fallen aus. Naechste 'Informations hebdomadaires' werden Sie am  
7. Januar 1991 erhalten.

Wir wuenschen Ihnen alles Gute und viel Glueck im Neuen Jahr.

J.C.A. Staehelin

////

Copie: BRF    JAC    CM

NNNN

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:



1. A. 22.14.7.3.

Interne Verteilerliste

28.12.1990

Betrifft:

**IH "rapides" und "normales" 52/90 vom 28.12.1990**

Departementsvorsteher	Bundesrat René Felber	BRF
Dipl. Sekretär	Hr. Combernous	CD
pers. Mitarbeiterin	Frau Hanselmann	HMG
Generalsekretariat	Hr. Schaller	SRU
	Hr. Meier	MEF
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Jacobi	JAC
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Kupfer	KU
Protokoll	Botschafter von Salis	VSG
Politisches Sekretariat	Botschafter Ducrey	DY
Pol. Dok. Dienst, Kanzlei Pol. Sekr.		W 338
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg	LA
	Hr. Fivat	FIV
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin	SIN
	Hr. Woker	WOK
	Hr. Friederich	FRI
	Hr. Jenni	JE
	Hr. Pardo	PR
Frankophoniedienst	Hr. Kammer	KJF
Europarat	Hr. Richard	RA
Pol. Abteilung II	Botschafter Simonin	SI
	Hr. Chappuis	CFR
	Hr. Hauswirth	HC
	Hr. Yersin	YO
	Hr. Brandel/Hr. de Luca	BL/LU
	Hr. Fotsch/Hr. Nobs	FOC/NB
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Duboulet	DC
Pol. Abteilung III	Botschafterin von Grünigen	GRN
Dienst für Abrüstungs- und Nuklearfragen	Minister von Arx	AX
KSZE-Dienst	Hr. Widmer	WI
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
Dienst für Friedensfragen	Hr. Lehner	LH
Auslandschweizersekretariat	Minister Bodenmüller	BOD
Koord. Int. Flüchtlingspolitik	Botschafter Weiersmüller	WER
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Keusch	KJP
	Botschafter Hoffmann	HO
	Minister Gyger	GWB
Sekt. UNO und int. Organisationen	Hr. Hofer	HER
Berater f. europ. Weltraumzusammenarbeit	Hr. Creola	CRE
Sekt. int. wissenschaftl. Angelegenheiten	Hr. Hofmann	HOF
Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Ducret	DUC

Sekt. f. kulturelle + UNESCO-Angelegenheiten	Frau Matteucci-Keller	MAT
Sekr. der nat. schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Godet Minister von Däniken	KT GT VDF
Sektion Völkerrecht	Hr. Baumann	BWE
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
DVA	Botschafter Manz Frau Krieg	MA KRI
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Iten	IT
Sekt. Rekr. + Ausb. des Personals	Hr. von Graffenried	GRP
Personalsektion	Hr. Brogini/Hr. Peter	BRO/PM
Sektion Buchhaltung und Informatik	Hr. Savoye	SAV
D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten	Hr. Welti	WP
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Bollinger Hr. Castelli	BOL CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Dir. f. Entw. Zusam. + hum. Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertr. Direktor	Hr. Wilhelm	WM
Del. f. Katastrophenhilfe im Ausland	Hr. Rädersdorf	RAE
Vizedirektor	Hr. Giovannini Hr. Dannecker	GI/ DAN
Informationsdienst	Hr. Beti	BEI
Multilaterale Angelegenheiten	Hr. Pasquier	PA
Sektion human. Nahrungsmittelhilfe	Frau Schelling R.	SGR
Forschung und Politik	Hr. Hadorn	HAD
Integrationsbüro EDA/EVD	Botschafter Kellenberger Hr. Ziswiler	kel zis
CH-91	Botschafter Vallon	VAL

Zentralstelle Gute Dienste  
+ Vertrauliche Umschläge:

- Hr. Lorétan, W 134
- Seeschiffahrtsamt, Basel
- Botschafter Raymond Probst, Bern (durch Chauffeur zugestellt)
- alle Bundesräte (für Info hebdo)

Per Kurier an die diplomatischen Vertretungen in:

Abidjan		Panama
Abu Dhabi		<u>Panmunjom</u>
Addis Abeba	Hamburg	Paris (3)
Akkra	Hanoi	Prag
Alger	Harare	Pretoria
Amman	Havanna	Quito
Amsterdam	Helsinki	Rabat
Ankara	Hong Kong	Rio de Janeiro
Antananarive	Houston	Rom
<u>Asuncion</u>	Islamabad	San Francisco
Athen	Istanbul	San José
Atlanta	Jakarta	Santiago de Chile
Bagdad	Johannesburg	Sao Paulo
Bangkok	Kairo	Singapur
Barcelona	Karachi	Sofia
Beijing	<u>Khartoum</u>	Stockholm
<u>Beirut</u> <i>NIKOSIA</i>	Kigali	Strassburg+Europarat
Belgrad	Kinshasa	Stuttgart
Berlin/BRD	Kopenhagen	Seoul
Berlin/DDR	Kuala Lumpur	Sydney
Bogota	Kuwait	Teheran + Fremde Interessen
Bombay	Lagos	Tel-Aviv
Bonn	La Paz	Tokio
Bordeaux	Lima	Toronto
Brasilia	Lissabon	Tripolis
Brüssel+Mission	London	Tunis
Budapest	Los Angeles	Vancouver
Buenos Aires	<u>Luanda</u>	Warschau
Bukarest	Luxembourg	Washington
Canberra	Lyon	Wellington
Caracas	Madrid	Wien
Chicago	Mailand	Yaoundé
Colombo	Manchester	Zagreb
<u>Conakry</u>	Manila	Riad
Dakar	<u>Maputo</u>	+ Mission permanente de la Suisse auprès des O.I., Wien
Damaskus	Marseille	
Dar es Salaam	Melbourne	
Den Haag	Mexiko	
Dhaka	Montreal	
Djeddah	Monrovia	
Dublin	Montevideo	
Düsseldorf	Moskau	
Frankfurt a/Main	München	
Genua	Nairobi	
Guatemala	New Delhi	
	New York, UNO+GK	
	Osaka	
	Oslo	
	Ottawa	

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste
- *IH+DP*